



Déclaration du 25 mars 2024

Madame la Directrice académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD de Seine-Maritime

Comment ne pas débiter cette déclaration sans évoquer le sort funeste réservé à la technologie ? Nos craintes de l'an passé étaient justifiées : 9 mesures de cartes scolaires cette année dans cette discipline, de nombreuses situations sans solutions. La FSU craint que ce vaste plan social ne se traduise parfois par des drames.

Au total, 26 mesures de carte scolaire sont à déplorer dans le département, certaines relevant uniquement du choix du chef d'établissement alors que d'autres solutions sont possibles.

Le choc des savoirs voulu par le ministre Attal-Belloubet, malgré le rejet massif de la profession sur lequel nous nous sommes longuement attardés, permet la création de postes en français et en mathématiques. Cependant, avec la crise du recrutement liée aux dégradations des conditions de travail et à la perte de sens du métier qui seront encore plus importantes dans ces disciplines, ces postes seront-ils pourvus dans leur intégralité ? Combien d'élèves seront sans professeur.e.s à la rentrée de septembre ? Faudra-t-il miser sur un recrutement de contractuels précarisés ou épuiser le vivier de TZR ? Les mots ne sont pas assez forts pour décrire l'état de souffrance dans lequel se trouvent actuellement les professeur.e.s de lettres et de mathématiques à qui l'on veut imposer une autre organisation du travail, ôter la relation continue avec leurs élèves et leur offrir ce qui leur est le plus cher : une égalité des chances pour toutes et tous.

Le choc des savoirs, sans les moyens nécessaires, se traduit également par la diminution voire la disparition pure et simple de nombreux dispositifs. La liste des enseignements touchés est loin d'être exhaustive : les LCA, les groupes de sciences qui permettaient la réalisation d'expérience, la remédiation en lecture pour les élèves les plus en

difficulté, le soutien natation en EPS (alors que le savoir nager est une obligation règlementaire) ou encore la mise en difficulté encore plus accentuée pour l'allemand. D'ailleurs combien reste-t-il encore de professeur.e.s d'allemand en poste sur un seul établissement ? Les conditions de travail des professeur.e.s de cette discipline sont chaque année plus dégradées, les postes sont progressivement fermés, les élèves désireux d'apprendre l'allemand sont dissuadés de faire ce choix... et aucune de nos alertes n'est entendue.

De façon plus globale les conditions de travail se dégradent fortement: la multiplication des compléments de service génère pour les collègues de la fatigue et des frais supplémentaires non négligeables alors que nous subissons une période d'inflation et une baisse du pouvoir d'achat. Si l'augmentation du nombre d'enseignants contraints d'effectuer des compléments de service dans 2, 3 voire 4 établissements démontre la volonté gouvernementale d'une gestion exclusivement comptable du service des enseignants, cela montre également qu'aucune réflexion n'est menée sur l'impact environnemental de tous ces déplacements. A ce titre, l'administration fournit la preuve qu'elle ne se soucie guère du dérèglement climatique.

La FSU fait le constat d'un ratio HSA/HP trop important, qui ne répond pas aux besoins des établissements ni aux nécessités de service. Ainsi, des collègues sont contraints d'effectuer des compléments de service alors que dans leurs disciplines des heures supplémentaires sont imposées à d'autres.

Enfin, la tenue du CSA-SD dans un climat serein ne peut se faire que dans le respect des textes et des instances. A ce titre la FSU exprime son étonnement en constatant que des collègues connaissent leurs compléments de service sur iprof avant la tenue du CSA-SD, alors qu'il a été rappelé lors du récent groupe de travail que les documents n'étaient pas communicables. De même, la FSU dénonce la remontée de TRMD mettant en œuvre la réforme du choc des savoirs alors même que les textes n'étaient pas parus et souligne que les personnels ont très largement voté contre ces TRMD.

La FSU revendique une autre politique pour l'Éducation nationale, pour des personnels mieux payés, mieux accompagnés, et pour des élèves respectés dans leurs apprentissages. Non, nous ne trierons pas nos élèves à la rentrée. Non au choc des savoirs, oui au choc des salaires ! Nous exigeons l'abrogation de tous les textes liés à la réforme

choc des savoirs. La FSU défend l'idée d'une école publique pleinement émancipatrice, donnant aux futur.es citoyennes et citoyens les clés de leur avenir ! Pour ces raisons nous appelons à une grève massive le 2 avril : nous ne trierons pas les élèves !